



11 DÉCEMBRE 2023

EUROPE INFO HEBDO



DETTE ALLEMANDE, VETO HONGROIS ET FAST FASHION

Bonne lecture!

Bonne lecture!
Elise BERNARD,

Edouard GAUDOT,

Tom LANDFRIED.

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.

ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ALLEMAGNE, COUR CONSTITUTIONNELLE, INDUSTRIE,
OBSEDETTE



L'Etat de droit est conçu comme une protection, une garantie que les ambitions politiques et les changements de majorité qui caractérisent l'alternance démocratique ne viennent pas remettre en cause les grands principes qui régissent notre organisation collective. Mais que faire quand le grand principe était l'expression d'une préférence politique, et non pas celle d'un droit fondamental ? C'est le cas de l'obligation d'avoir un budget à l'équilibre, constitutionnalisée en 2009 avec le gouvernement Merkel, sous le nom de "Schuldenbremse" (frein à la dette). C'est dans ce genre de dilemme que l'Allemagne se retrouve coincée ces derniers jours, entraînant dans ses contradictions l'ensemble de l'UE, à l'heure où se renégocient les critères du pacte de stabilité et de croissance qui régit la monnaie commune.

- Une décision du 15 novembre 2023 du tribunal constitutionnel fédéral déclarant "inconstitutionnels" les derniers budgets de la coalition gouvernementale a plongé l'Allemagne dans une profonde crise budgétaire, embarrassante et conflictuelle.
 - Puisqu'aucune affaire n'est purement nationale dans une communauté politique et juridique comme l'Union européenne, les difficultés de Berlin sont aussi celles de ses partenaires et des institutions européennes.
 - Si l'Allemagne est rendue constitutionnellement incapable d'investir dans la transition énergétique et la transformation de son modèle économique, c'est toute l'Europe qui s'en trouve concernée.
- Aux origines de cette crise se trouve l'accumulation des grandes crises récentes :
 - En 2021, la crise économique liée à la pandémie et au ralentissement brutal de l'économie mondiale force le gouvernement fédéral d'Angela Merkel à adopter rétroactivement un deuxième budget supplémentaire.
 - Pour Christian Linder, du parti libéral FDP, déjà ministre des Finances à l'époque, il s'agissait de prouver que le gouvernement fédéral peut réagir et répondre aux crises.
 - Sans rompre avec l'obligation constitutionnelle d'équilibre budgétaire, ce deuxième véhicule contournait le *Schuldenbremse*.
 - Un dépassement justifié, par la "situation d'urgence exceptionnelle".
- Fondée sur le raccourci historique qui considère l'inflation et le déficit budgétaire comme des dangers pour la stabilité gouvernementale et des terreaux de l'extrémisme, cette orthodoxie budgétaire fait partie des obsessions politiques relativement consensuelles dans l'ensemble de la classe politique allemande.
 - Au plus fort de la crise des dettes souveraines, c'est cette discipline budgétaire que l'Allemagne et quelques pays dits "frugaux" ont imposée à l'ensemble de leurs partenaires de l'Euro, pour éviter l'explosion des dépenses publiques qui serait selon les monétaristes orthodoxes à l'origine de la crise en question.
 - Quand le respect de la constitution hypothèque le futur c'est le signe d'un tournant capital pour l'avenir d'une société.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ALLEMAGNE, COUR CONSTITUTIONNELLE, INDUSTRIE, LOOKING BACK OVER MY SCHULDEN

En 2021, le gouvernement allemand avait débloqué une rallonge budgétaire de 60 milliards d'euros pour des « investissements d'avenir », en particulier la transition énergétique et la numérisation, domaine dans lequel l'Allemagne accuse un retard considérable selon tous les observateurs.

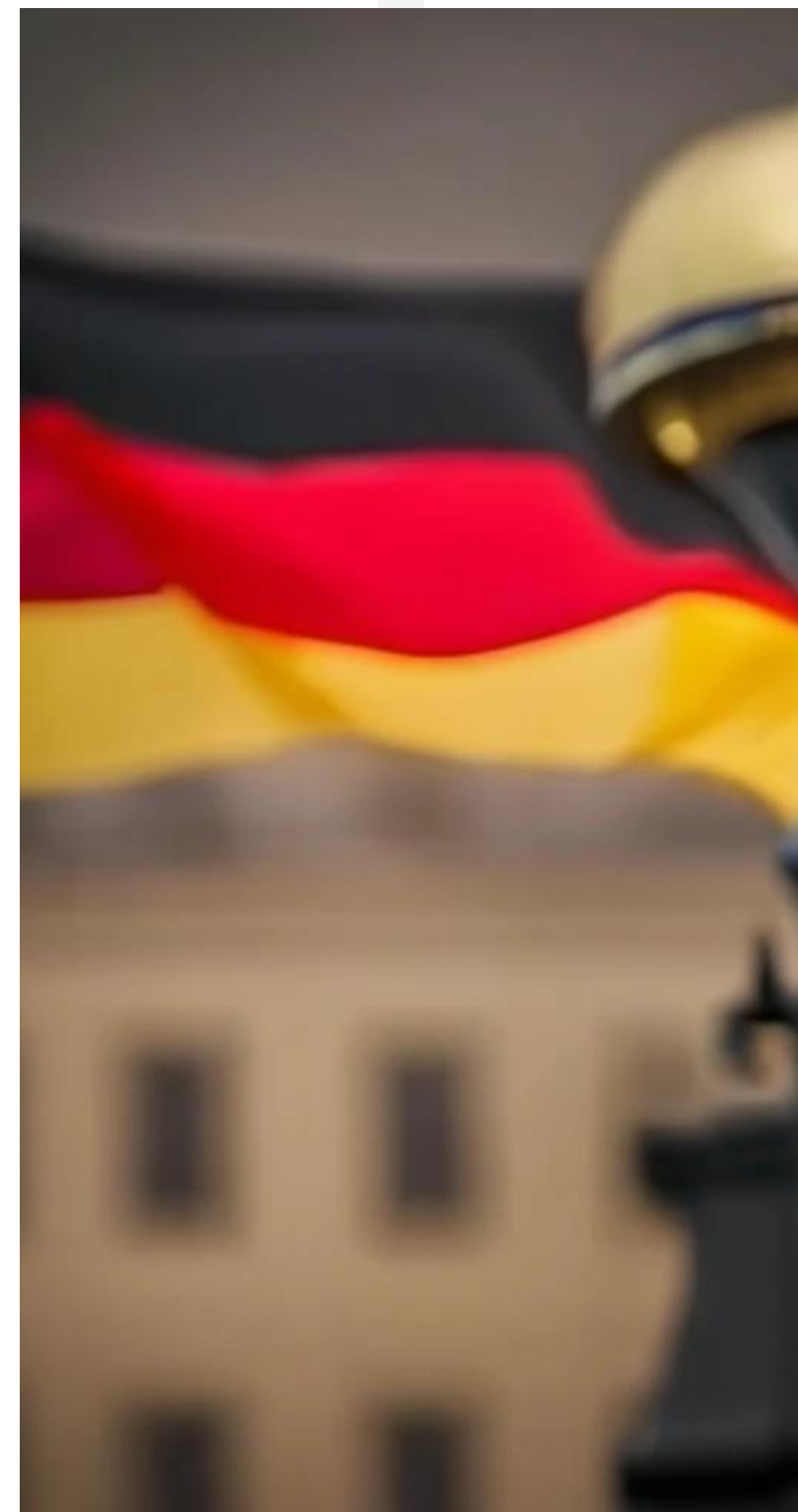
- Ce montant provient d'une partie non-utilisée des nouvelles dettes contractées au titre du budget de 2021.
 - Le gouvernement Merkel avait emprunté 240,2 milliards d'euros durant la pandémie COVID-19.
 - 60 milliards d'euros, soit l'équivalent de 1,4% du PIB allemand.
 - Dès 2021, certains parlementaires s'inquiétaient du respect de la constitutionnalité de cet emprunt.
- Le 15 novembre 2023, la Cour constitutionnelle fédérale allemande a finalement annulé cette deuxième loi budgétaire supplémentaire de 2021.
 - Le véhicule budgétaire supplémentaire a donc été déclaré comme ne satisfaisant pas aux exigences constitutionnelles en matière d'emprunt d'urgence.
 - La partie requérante était constituée de 197 membres du groupe parlementaire formé par l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne et l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CDU/CSU) au Bundestag.
 - La Cour considère d'abord, que le lien factuel nécessaire entre l'urgence et les mesures de gestion de crise prises en réponse n'aurait pas été démontré de manière suffisante par le Parlement ayant autorisé l'octroi de l'autorisation d'emprunt.
 - Ensuite, l'emprunt serait incompatible avec les principes constitutionnels relatifs au budget annuel allemand (tel qu'établi par l'Article 115 paragraphe 2 de la Loi fondamentale allemande) ainsi qu'à la règle constitutionnelle du frein à la dette (Schuldenbremse).
 - Enfin, l'emprunt violerait l'Article 110 par. 2 de la Loi fondamentale allemande qui dispose que le budget se doit d'être déterminé à l'avance (*Vorherigkeitsgebot*).
- Cette décision d'inconstitutionnalité porte un coup fatal au budget fédéral et à tous les budgets de l'actuelle coalition passés sous le même principe d'urgence autorisant à contourner la règle d'or budgétaire.
 - Certes, en juillet 2023, Olaf Scholz, et sa coalition (SPD, Verts, FDP) avaient produit un budget pour l'année 2024, conforme au *Schuldenbremse*.
 - Mais cette décision force le gouvernement à trouver d'urgence des coupes budgétaires.
 - Les cartes sont redistribuées affirme le Chancelier qui concède que « cette décision crée une nouvelle réalité » pour un modèle économique en grande difficulté.
- C'est la quadrature du cercle : comment respecter le *Schuldenbremse* constitutionnel et combler le trou budgétaire de 60 milliards euros ? D'autant plus que le budget de 2024 doit débuter dans moins d'un mois.
 - C'est l'intégralité de la politique budgétaire étatique et des programmes de transition énergétique et de redistribution sociale qui est remise en cause.
 - C'est à dire le programme des deux partenaires majeurs de la coalition.
 - Le 19 novembre 2023, Christian Lindner, ministre des finances dont le parti FDP en difficulté dans les dynamiques actuelles, a fait de l'austérité son cheval de bataille.
 - Or, en se réjouissant d'une option qu'il voyait comme étant un moyen de « réduire la bureaucratie, de rendre l'administration plus souple, de favoriser la technologie et de mobiliser les capitaux privés pour les investissements. » il se met en difficulté avec ses partenaires nationaux et européens.

ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ALLEMAGNE, COUR CONSTITUTIONNELLE, INDUSTRIE, THE COLD SONG

L'alternative à ce blocage est de prétexter la situation de crise et contourner à nouveau l'obligation constitutionnelle d'équilibre budgétaire. Ainsi, Christian Lindner a finalement décidé de présenter au Parlement allemand un budget additionnel, prévalant uniquement pour le restant de l'année, prétextant une telle mobilisation à des fins de remèdes face à la crise climatique.

- Le budget doit passer le vote du Bundestag, avec une majorité aux deux tiers des députés allemands.
 - L'opposition ne semble pas disposée à aider le gouvernement à sortir de l'impasse.
 - D'autant que la campagne européenne se profile à l'horizon.
 - Le maire de Berlin, Kai Wegner et membre du CDU, déclare que le frein constitutionnel constitue un « frein à l'avenir ».
 - Mais le chef de file de la CDU, Friedrich Merz, maintient son soutien au frein pour contenir la dépense publique.
- La modification de la Constitution allemande est envisagée.
 - C'est ce que défend Robert Habeck, ministre (Verts) de l'économie contre le FDP qui semble jouer sur ce sujet son avenir politique fédéral.
 - Markus Söder, dirigeant de la CSU et ministre-président de l'État de Bavière propose, lui, de s'en remettre aux électeurs en même temps que les prochaines élections européennes.
 - Un scénario peu probable au vu des dynamiques actuelles et de la montée de l'extrême droite (AfD).
- Cette crise budgétaire et politique inquiète au-delà des frontières allemandes. Selon *The Economist*, l'Allemagne est "une nouvelle fois l'homme malade de l'Europe" alors que - paradoxalement - elle est l'un des six pays dont la solvabilité est notée « AAA » par l'agence de notation S&P.
 - Les répercussions de cette crise affectent toute l'Europe : elle sera au centre des discussions lors du sommet prévu à Bruxelles (13-15 décembre 2023).
 - D'autant que le Conseil européen doit se prononcer sur une rallonge au budget européen en vue d'aider l'Ukraine.
 - En plus des ralentissements dans les investissements garantissant autonomie énergétique et verdissement de l'économie, le blocage allemand prend une inquiétante dimension géopolitique européenne.
 - Sortir de la crise allemande constitue donc un impératif pour éviter une crise européenne d'ampleur.





EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, GUERRE, ÉTATS-UNIS, RUSSIE, FAIRE FRONT

Le prochain sommet qui doit décider de l'avenir européen, ou non, de l'Ukraine, aura un impact énorme sur le moral de Kiev dans sa guerre contre l'invasion russe qui dure maintenant depuis presque 2 ans. Reléguée au second plan sur la scène internationale depuis l'attaque du 7 octobre 2023, et le retour de la guerre entre Israël et le Hamas au premier plan, la guerre en Ukraine est restée d'une actualité sanglante. A mesure que la guerre de mouvement se transforme en guerre de position, la fortune des armes semble abandonner Kiev au profit de son adversaire.

- Le moral des troupes, et des citoyens commence à faiblir, à l'approche d'un nouvel hiver de guerre qui s'annonce rude, surtout sous le pilonnage incessant des infrastructures par les Russes, armés de drones iraniens.
 - L'unité nationale, s'effrite. Et si la popularité du président Zelensky reste très haute auprès des ukrainiens, elle a quand même diminué depuis février 2022.
 - Sur le champ de bataille les choses semblent aussi se compliquer pour l'Ukraine.
 - La contre-offensive lancée cet été s'est heurtée à une défense russe préparée, et n'a pas eu les résultats espérés.
- Après bientôt 2 ans de combats, la perspective d'une issue favorable à Kiev s'éloigne et les combats pourraient durer encore plusieurs années. Ce qui favorise Moscou.
 - La Russie, qui avait été dans un premier temps surprise de la résistance ukrainienne se prépare justement à un conflit dans la durée.
 - Le temps joue en faveur de V. Poutine, car il permet de se réarmer.
 - Il peut compter sur le soutien indéfectible de ses alliés nord-coréens et possiblement saoudien.
 - La Russie a augmenté son budget pour la défense et l'armement, qui devrait être trois fois supérieur à celui de l'Ukraine l'année prochaine.
 - La Russie, qui a décrété une forme de conscription, contrairement à l'Ukraine, dispose de ressources humaines très importantes et peut mobiliser de nouvelles troupes - tandis que l'Ukraine est affectée par les pertes humaines.
 - Plus que jamais, le sort de l'Ukraine dépend en très grande partie du soutien matériel et moral qu'elle reçoit de ses alliés occidentaux.
 - Mais, c'est là l'atout majeur du Kremlin : la lassitude et la volatilité des opinions occidentales, avec un jeu démocratique qui permet de compter sur le basculement des majorités.
- Côté Américain, la poursuite du soutien de Washington ne tient qu'à un fil et dépend fortement des résultats de l'élection présidentielle de la fin d'année 2024 et du renouvellement du Sénat.
 - D. Trump, dont la victoire est une hypothèse sérieuse, a déjà annoncé que s'il était réélu à la Maison Blanche, il mettrait fin à l'aide apportée à l'Ukraine - et qu'il pourrait mettre fin à la guerre elle-même.
 - Alain Frachon dans le Monde considère Trump comme le meilleur allié objectif de V. Poutine - et de B. Netanyahu.
 - Cependant, le soutien américain est déjà en baisse.
 - J. Biden n'arrive pas à faire accepter au Congrès une aide destinée à Israël et à l'Ukraine - cruciale pour cette dernière.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, GUERRE, ÉTATS-UNIS, RUSSIE, FAIRE FRONT

- En Europe aussi le soutien semble diminuer, malgré les différents appels à maintenir l'aide à l'Ukraine.
 - Dans cette analyse du Grand Continent le chercheur Frederick Kagan explique que si l'Occident ne maintient pas son aide, la Russie gagnera la guerre sans aucun doute, tandis qu'à l'inverse, en continuant de soutenir l'Ukraine, cette dernière a des chances de l'emporter.
 - Dans sa chronique pour Le Monde, Sylvie Kauffmann va dans le même sens, soutenant que le rôle des Européens peut être fatal à l'Ukraine.
 - Alors que le front européen est remis en cause par V. Orban (voir plus bas) et R. Fico, le Premier ministre bulgare, pays pourtant traditionnellement proche de la Russie, appelle également à continuer l'aide à l'Ukraine.
- Selon les observateurs, c'est plus encore que la seule frontière ukrainienne qui est en jeu : c'est l'avenir du continent européen. Une victoire russe entraînerait des conséquences pour l'Ukraine évidemment - elle perdrait notamment une partie de son territoire - mais les conséquences seraient dramatiques pour l'avenir de l'Europe.
 - Pour l'avocat Frédéric Mauro cela remettrait en doute certains principes du droit international : le principe de souveraineté et d'intangibilité des frontières.
 - Il rappelle aussi que la Russie est, depuis bien longtemps lancée, dans une guerre hybride contre l'Occident.
 - Les efforts actuels de propagande russe se concentrent sur les pays du groupe de Visegrad, où les difficultés économiques sont mises sur le compte de la guerre en Ukraine.
 - Comme un "entre-deux", certains dirigeants occidentaux réclament un cessez-le-feu mais celui-ci ne pourrait être décidé que si les parties russe ou ukrainiennes le désirent.
 - Il n'apparaît pas raisonnable de commencer à négocier pour l'Ukraine en ayant perdu une partie de son territoire étatique.
 - La signature d'un traité de paix par V. Poutine n'engagerait pas grand-chose pour lui. Beaucoup considèrent qu'il ne respectera pas plus ce traité que les autres.
 - Comme l'explique le chef de la diplomatie lituanienne, la lassitude de guerre « est un phénomène propre aux sociétés qui vivent en paix » ce que les Ukrainiens ne peuvent pas se permettre.

Plus que jamais, le sort de l'Ukraine est entre les mains de ses alliés.





EUROPE GÉOPOLITIQUE

HONGRIE, PLAN DE RELANCE, UKRAINE, LASSIE, CHIEN FIDESZ

L'unanimité nécessaire pour que l'UE mène sa politique étrangère dote chaque Etat membre d'opposer son veto. Pour certains dirigeants, c'est un levier de négociation très puissant dont ils ne se privent pas d'utiliser - voire d'abuser. C'est ainsi qu'au prochain Conseil européen (13-15 décembre), le sort de l'Ukraine tiendra en partie au bon vouloir de V. Orban.

- Trois sujets majeurs concernent Kiev : l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, un soutien financier de 50 milliards d'euros et une aide militaire de 20 milliards d'euros. Et V. Orban compte bien monnayer sa non-opposition.
 - Ainsi, les autres États membres pourraient décider de lever le gel des fonds européens pour la Hongrie, mais rien n'indique que le Premier ministre hongrois changerait pour autant de position.
 - En effet, sa proximité avec le Kremlin en fait une sorte d'intermédiaire.
 - Le président français s'est mobilisé, en organisant avec V. Orban une rencontre sur les "volets du soutien européen à l'Ukraine".
 - Charles Michel, le président du Conseil européen, s'est aussi rendu en mission à Budapest pour convaincre le premier ministre de ne pas utiliser son veto.
 - Mais Orban ne semble pas trop sensible à ces prières, il dit préférer la mise en place d'un partenariat stratégique à la place d'une adhésion à l'UE.
 - Il met en avant le manque de consensus au sein de l'UE.
- La solution ne pourra être que politique et certainement pas uniquement dans le déblocage éventuel des fonds européens promis à Budapest.
 - Cependant, les questions financières pourraient peser.
 - En effet, un autre sujet majeur lors de ce sommet sera la signature de la dernière proposition de compromis sur la révision du budget septennal de l'UE.
 - Elle prévoit d'importantes coupes budgétaires et la réaffectation de fonds.
 - Le dernier « cadre de négociation » du budget de l'UE a été rédigé par la présidence espagnole du Conseil de l'UE et partagé avec les ambassadeurs des États membres mercredi 6 décembre 2023.
 - Celui-ci montre l'engagement des 27 à limiter l'augmentation du budget de l'UE à un minimum, tout en conservant l'aide financière à l'Ukraine.



ALLEMAGNE, FINANCEMENT, INDUSTRIE, TRIBUTE TO RAMMSTEIN

La crise budgétaire allemande (cf. Les développements Etat de droit) pèse sur les objectifs du Green deal dans l'un des pays clés pour la transformation du modèle économique européen.

Le débat entre experts économiques reste ouvert. Clemens Fuest, président de l'institut Ifo de Munich, craint que « les budgets fédéraux des années à venir seront soumis à des restrictions importantes s'agissant des dépenses de soutien public à la décarbonation ».

- L'objectif de produire 80% d'électricité renouvelable d'ici 2030 et stimuler les investissements d'avenir semble désormais difficilement réalisable.
 - C. Linder a annoncé un « gel », dès 2024, des dépenses liées au financement du fonds pour le climat.
 - Le fonds initial s'élevait à 212 milliards d'euros et se devait être mobilisé à des fins d'exploitations sans gaz à effet de serre.
 - Les dépenses concernaient, entre autres, le remplacement des chaudières à gaz, le financement des voitures électriques, l'abaissement du prix de l'électricité et l'installation d'usines de de semi-conducteurs.
 - Veronika Grimm, membre du Conseil d'experts économiques du gouvernement, appelle à un « réajustement de la politique climatique »
 - Cependant, le gel des dépenses ne concernera pas le fonds spécial de 100 milliards d'euros destinés à renforcer les capacités de défense allemandes.





GREEN DEAL

COP, ENERGIES FOSSILES, COP Y BASTA

Il est évidemment trop tôt pour tirer le moindre bilan de cette COP28, qui a lieu à Dubaï et s'achèvera le 12 décembre 2023. Les plus féroces critiques comme G. Monbiot dans le *Guardian* en soulignent depuis longtemps le côté hypocrite et contreproductif. Pourtant certaines avancées positives sont à souligner, même si les Etats sont encore en désaccords sur certains points.

- Cet excellent reportage, très didactique, de TF1 permet d'en cerner les principaux enjeux. De manière générale, l'impact des COP est fondamentalement limité par leur nature de forum international de "parties volontaires", sans possibilité d'imposer quoi que ce soit dans les ordres juridiques nationaux. Mais elles ont au moins le mérite d'exister.
 - Avec l'année 2023 enregistrée comme la plus chaude depuis que les températures sont relevées, l'urgence climatique devrait s'imposer à l'ensemble des acteurs étatiques et des organisations internationales.
 - Un engagement non contraignant signé par 116 pays envisage de tripler les énergies renouvelables d'ici à 2030.
 - L'hydraulique et le solaire sont jusqu'à présent les énergies renouvelables les plus produites.
 - Cet engagement envoie un signal fort aux investisseurs et aux marchés financiers.
 - Le jeu politique et les responsabilités respectives semblent toutefois indépassables. Dans l'appel à la sortie du charbon avant 2030 lancé par le président Macron, il y a une exorde nécessaire au partenaire allemand, mais aussi une posture politique confortable pour un pays dont le mix énergétique n'en comporte plus.
 - Il y a un risque de double discours entre la posture internationale et l'autosatisfaction nationale.
 - Un contraste qui n'est pas étranger aux intérêts français dans la relance de la filière nucléaire, font remarquer certains observateurs.
 - Pour autant, le charbon est en effet un sujet essentiel tant il est présent dans le mix énergétique de certains géants économiques comme la Chine.
 - La sortie du charbon pour le G7 ferait office de démonstration par l'exemple.
 - En effet, les centrales à charbon, à elles seules, génèrent des niveaux de pollution incompatibles avec les objectifs de l'accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius par an.
- Là se trouve la limite fondamentale de l'exercice. Outre l'absence, ou les réticences, des principaux pays responsables, la présence de quelque 2 500 lobbyistes des énergies fossiles dans les couloirs de la COP28, sans parler du président en exercice de la COP, souligne que les enjeux économiques n'ont pas fini de prévaloir.
 - À mi-parcours de la COP28, des divisions apparaissent, notamment chez les pays du golfe persique, avec une réticence particulière de l'Arabie saoudite, évoquant implicitement la possibilité de se retirer de l'accord de Paris.
 - Les pressions des pays producteurs de pétrole réunis au sein de l'OPEP pour préserver les énergies fossiles ont fini cependant par indigner les participants, selon *le Monde*.



POLLUTION, RÉGLEMENTATION, REDOUTE

Comme l'addiction aux énergies faciles que sont les énergies fossiles, c'est tout le modèle de surconsommation au cœur de la prospérité occidentale qui est en jeu. Dans ses priorités législatives, l'Union européenne continue de tenter de transformer le modèle et de lutter contre le gaspillage. Ce mardi 5 décembre 2023, le Parlement européen et les États membres se sont mis d'accord sur un texte visant à interdire la destruction de vêtements invendus.

- Cette interdiction répond à deux objectifs :
 - Limiter l'impact du textile et de la mode sur l'environnement.
 - Soit plus de 4 milliards de tonnes de CO2 émises par l'industrie textile chaque année pour les vêtements et les chaussures, selon le dossier sur le sujet de l'ADEME.
 - Et favoriser le recyclage.
 - L'Union se réserve la possibilité d'élargir cette interdiction à d'autres catégories de produits - tels que des meubles par exemple.
- Cette mesure s'inscrit dans une volonté de renforcer l'éco-conception, en rendant les vêtements plus résistants mais également plus réparables et réutilisables.
 - C'est l'incitation à évoluer vers une mode plus éco-responsable.
 - Selon les eurodéputés il s'agit de sortir du modèle « extraire, fabriquer, jeter ».
 - Chaque année, environ 4 millions de tonnes de vêtements sont jetées en Europe.
 - Cependant, cette interdiction ne s'applique pour le moment qu'aux grandes entreprises.
 - Dans le texte proposé, les petites entreprises sont exemptées.
 - Les entreprises moyennes bénéficient d'un délai de 6 ans avant d'être contraintes par ce règlement.
 - En France, depuis le 1er janvier 2022, les industriels ont d'ores et déjà l'interdiction de détruire les produits neufs non-industriels invendus.
- L'objectif est donc d'organiser, dans toute l'UE, une vaste entreprise de conscientisation des consommateurs.
 - Un « passport numérique », sous forme de QR code, accompagnera chaque vêtement proposé à la vente.
 - Il permettra aux consommateurs et aux entreprises de connaître l'impact environnemental de leur achat, mais aussi de pouvoir tracer les matières premières utilisées.
 - Cela offrira la possibilité aux consommateurs de choisir leurs achats en ayant toutes les connaissances pour faire un choix écologiquement réfléchi.
 - Cette mesure entrera en vigueur 2 ans après l'adoption définitive du texte européen.

